

MONDE

OBAMA. Le président élu Barack OBAMA a présenté son équipe de transition. Elle est codirigée par trois personnalités, dont John PODESTA, secrétaire général de la Maison Blanche auprès de Bill CLINTON de 1998 à 2001. Les deux autres personnalités : Valerie JARRETT, une proche conseillère, et Pete ROUSE, son chef de cabinet. Ils seront assistés par une douzaine de conseillers. Selon des résultats non encore définitifs, OBAMA obtiendrait 349 mandats de grands électeurs contre 163 à son rival, le républicain John McCain. Avec 52% des voix, il a aussi remporté la majorité du vote populaire. Le 44^{ème} président prendra officiellement ses fonctions le 20 janvier. Il faut remonter à 1908 pour enregistrer un taux de participation aussi élevé : 64,1% (non officiel).

Un Congrès de plus en plus bleu. Le président disposera d'une large majorité, même si moindre qu'annoncée dans les derniers sondages :

- à la Chambre des représentants (435 sièges), les démocrates disposeront au moins de 252 sièges (+ 18) contre 173 (-18) aux Républicains (10 sièges étaient encore non attribués).

- au Sénat (100 sièges), les démocrates pourront compter sur au moins 56 sièges (+ 5) contre 41 (-5) aux Républicains (3 sièges étaient encore non attribués).

Par ailleurs, 11 gouverneurs sur 50 étaient soumis à renouvellement. 7 démocrates et 4 républicains ont été élus (contre 6 démocrates et 5 républicains sortants). Les démocrates détiennent désormais 29 sièges contre 21 aux républicains.

Félicitations de l'Élysée. *« Au moment où nous devons faire face tous ensemble à d'immenses défis, votre élection soulève en France, en Europe et au-delà dans le monde un immense espoir. Celui d'une Amérique ouverte, solidaire et forte qui montrera à nouveau la voie, avec ses partenaires, par la force de l'exemple et l'adhésion à ses principes ».* N. SARKOZY doit téléphoner à M. OBAMA.

Russie, le discours de la Nation. Le 1^{er} pour le Président MEDVEDEV. S'agissant de l'élection de M. OBAMA, il a dit espérer de bonnes relations futures avec la nouvelle administration, mais a surtout tiré à boulets rouges sur les Etats-Unis. Le Président russe a ainsi dénoncé la « *politique présomptueuse de l'administration américaine* » qui a entraîné le conflit russo-géorgien de cet été, qui a « *déstabilisé l'ordre mondial* ». Il ajoute : « *Afin de neutraliser le système de défense antimissile américain, un complexe de missiles Iskander sera déployé dans la région de Kaliningrad si cela s'avère nécessaire* ». Il a également accusé les Etats-Unis d'avoir provoqué la crise financière internationale. Par ailleurs, Dimitri MEDVEDEV a proposé un allongement des mandats. 6 ans pour le mandat présidentiel, contre 4 actuellement et celui des députés de la Douma, à 5 ans contre 4.

Accord sur le « Club Med ». L'Union pour la Méditerranée siègera à Barcelone. Au sein du secrétariat général, il a fallu créer 5 postes d'adjoints, dont 1 pour Israël, pour que la Ligue arabe soit acceptée comme participant à part entière. Israël devrait ainsi se retrouver au coeur du dispositif pour une période initiale de 3 ans. La déclaration finale précise que « *pour le premier mandat* », les 5 secrétaires généraux adjoints seront l'Autorité palestinienne, la Grèce, Israël, l'Italie et Malte. Bernard KOUCHNER a précisé qu'un 6^{ème} poste d'adjoint pourrait être créé à la demande de la Turquie.

RDC : nouveaux combats dans l'Est. Des combats ont opposé les rebelles congolais de Laurent NKUNDA à des miliciens favorables au gouvernement. L'ONU va renforcer ses troupes sur place. Les chefs de la diplomatie française et britannique ont rencontré en Tanzanie le président de l'Union africaine (UA) et le président rwandais, considéré comme un acteur clé dans la région, et réaffirmé leur soutien à un renforcement des troupes de maintien de la paix de l'ONU en RDC. L'UA prépare activement un sommet sur cette crise à Nairobi.

Pas d'accord de paix au Proche-Orient avant la fin de l'année. Le président palestinien Mahmoud ABBAS l'a exclu, malgré le souhait de l'administration BUSH, en raison des élections en Israël et aux Etats-Unis. M. ABBAS a néanmoins indiqué qu'il ferait de son mieux pour « *assurer le succès* » des discussions prévues le 10 novembre au Caire sur un plan élaboré par l'Égypte en vue d'une réconciliation interpalestinienne.

Réchauffement des relations Chine-Taïwan. Les deux Etats ont signé une série d'accords économiques après six décennies d'hostilité.

Géorgie. Le président SAAKACHVILI a limogé le chef d'état-major de l'armée, une semaine après s'être séparé de son premier ministre.

Mexique : spectaculaire accident d'avion qui a notamment entraîné la mort du ministre de l'intérieur, Juan Camilo MOURIÑO, âgé de 37 ans, et chargé de la lutte contre les cartels. L'avion s'est écrasé dans une ruelle non loin de la Reforma, grande artère de Mexico.

Visite d'information en Afghanistan, d'une délégation du Conseil de sécurité, du 22 au 28 novembre. La délégation sera dirigée par l'Italie.

Iran : le ministre de l'Intérieur censuré. Le Parlement iranien a voté à une très large majorité la censure contre le ministre de l'Intérieur, Ali KORDAN, accusé d'avoir menti sur ses diplômes, un limogeage qui risque de fragiliser le gouvernement de M. Mahmoud AHMADINEJAD à 7 mois de la présidentielle. Le président iranien avait dénoncé la motion de censure, annonçant qu'il refusait d'assister à la séance, une entorse à la règle. M. KORDAN est le dixième ministre sur un total de 21 à quitter le cabinet depuis l'élection de M. AHMADINEJAD en 2005.

Coopération entre Moscou et Tripoli sur le nucléaire civil. Sur la conception et la construction de réacteurs et sur leur approvisionnement en combustible nucléaire.

EUROPE

Accord des violons européens en vue du sommet mondial sur la réforme du système financier international. Les ministres des Finances des 27 ont défini leurs grandes priorités face aux Etats-Unis. La ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi Christine LAGARDE, a souligné « *une convergence de vues sur les moyens renforcés de la surveillance, sur les principes et valeurs fondamentaux auxquels nous croyons* ». Ces principes « *peuvent se résumer à la nécessité de ne pas opérer de repli protectionniste d'une part, et en même temps de faire jouer les règles du marché dans le cadre d'une régulation appropriée* ».

Pas de plan de relance européen. Les ministres des finances de l'Union économique et monétaire (UEM), la zone euro, en ont rejeté l'idée. Mais ils sont prêts à prendre des mesures « *ciblées* » et « *conséquentes* » de soutien à l'activité, selon Jean-Claude JUNCKER. Par ailleurs, les ministres des finances renoncent, du fait de la crise économique, à l'objectif qu'ils s'étaient fixé d'un retour à l'équilibre de leurs comptes publics en 2010 au plus tard, a annoncé lundi soir M. JUNCKER. L'objectif n'était plus jugé crédible depuis plusieurs mois déjà. La France avait obtenu un report de 2010 à 2012. Quant à l'Italie, elle avait bénéficié d'un report d'un an à 2011.

Gouvernance de l'Eurogroupe : le débat se poursuit. Le Premier ministre, François FILLON, a affirmé que Nicolas SARKOZY n'entendait pas « *présider* » un Eurogroupe qui se réunirait au niveau des chefs d'Etat, et confie aux 15 membres le soin de décider « *démocratiquement qui doit le diriger et pendant combien de temps* ». Selon lui, « *la question fondamentale pour nous est de mieux harmoniser les politiques économiques au sein de l'Eurogroupe et par la suite au sein de l'ensemble de l'Union européenne* ». Jean-Claude JUNCKER, président de l'Eurogroupe, avait jugé « *peu utile* » d'institutionnaliser des réunions régulières de l'Eurogroupe au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, comme l'avait souhaité le président Nicolas SARKOZY. Le Commissaire au Commerce, Peter MANDELSON, a réclamé des éclaircissements sur la proposition de M. SARKOZY de créer des fonds souverains en Europe.

Prévisions économiques d'automne de la Commission européenne. Un début de récession dès cette année, une croissance quasi nulle en 2009, une hausse du chômage et le dérapage des déficits budgétaires. Sept Etats membres, à commencer par l'Irlande, mais aussi la France, devraient dépasser, à partir de 2009, la limite européenne autorisée pour le déficit public, de 3% du PIB. La France va atteindre le seuil maximal autorisé dès cette année, puis verra son déficit se creuser à 3,5% l'an prochain, puis à 3,8% en 2010, selon les prévisions de la Commission européenne, qui a déjà promis de faire preuve de souplesse à l'égard des Etats pour tenir compte des « *circonstances exceptionnelles* » de la crise financière et économique.

Une boîte à outil pour favoriser l'intégration. Ni harmonisation, ni contrainte ne seront nécessaires, l'intégration relevant de la compétence nationale. En matière d'emploi, les 27 ont décidé de « *favoriser des alternatives au travail illégal* » avec, comme en France, un « *catalogue des métiers ouverts* ». Ils ont souhaité, en outre, que la formation professionnelle puisse intervenir en amont, dans

les pays d'origine. Il a également été décidé de mener l'intégration jusqu'à l'accès à la nationalité du pays d'accueil avec un « *passport pour la nationalité* ». Détails fin novembre.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

La future équipe gouvernementale d'OBAMA. Rahm EMANUEL, représentant démocrate de l'Illinois sera le secrétaire général de la Maison-Blanche. Pour le secrétariat d'Etat, 4 noms retenus : le sénateur républicain Chuck HAGEL, l'ancien sénateur démocrate Sam NUNN, l'ancien candidat démocrate John KERRY, ou l'ancien diplomate Richard HOLBROOKE. Plusieurs noms avancés pour le Trésor : Lawrence SUMMERS, Paul VOLCKER, ancien président de la Réserve fédérale, ou Timothy GEITHNER, actuel président de la Réserve fédérale de New York. Susan RICE ou James STEINBERG pourrait être conseiller à la sécurité nationale. Le porte-parole de la Maison-Blanche serait Robert GIBBS. Trois spécialistes de la politique étrangère appartenant à son personnel de campagne pourraient se retrouver à la Maison-Blanche : Mark LIPPERT, Denis MCDONOUGH et Ben RHODES, auteur de discours d'OBAMA sur la politique extérieure.

Enlèvement en Somalie. Quatre employés, dont 2 Françaises, de l'ONG française Action contre la faim et les deux pilotes d'avion qui les accompagnaient ont été enlevés.

Le plus jeune roi au monde. Le royaume bouddhiste himalayen du Bhoutan, qui compte 670.000 habitants, a couronné Jigme Khesar Namgyel WANGCHUCK, 28 ans, diplômé d'Oxford. Il est le 5^{ème} souverain de la dynastie WANGCHUCK, au pouvoir depuis 1907.

Bernard KOUCHNER mardi prochain à Washington. Il présentera à Barack OBAMA un document transatlantique élaboré avec les 27. « *Nous allons travailler sur le multilatéralisme, sur le Moyen-Orient* », a dit le Ministre.

POLITIQUE INTÉRIEURE

PS : un vote marqué par l'incertitude. Scrutin ce jeudi dans les sections entre 17 et 22 heures. Les militants socialistes vont voter sur les 6 motions pour le Congrès de Reims (du 14 au 16 novembre). Aucune des trois principales motions ne parviendrait à elle seule à réunir la majorité des suffrages. Sur les 233.000 adhérents inscrits sur les listes électorales du PS, seuls 167.953 sont à jour de cotisation. Au total, les « *pointeurs* » du parti tablent sur une participation autour de 120.000 - 130.000 adhérents. Enfin, selon certains cadres du parti, « *40 à 50%* » des adhérents ne savaient toujours pas quel bulletin ils glisseraient dans l'urne.

Sondages. La cote de popularité du Président Nicolas SARKOZY a progressé de 4 points par rapport à octobre, 47% de Français approuvant son action contre 53% (-3) la désapprouvant, selon le baromètre Ifop « Paris-Match ». Pour 78% des Français (+8), le Président défend bien les intérêts de la France à l'étranger. La cote du Premier ministre François FILLON reste nettement majoritaire, avec 56% de jugements positifs (+1) contre 44% de jugements négatifs.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Adoption du budget 2009 de la Sécu. Tentative de contenir le déficit à 8,6 milliards d'euros. Le texte autorise les salariés à travailler jusqu'à 70 ans sur la base du volontariat, mesure très contestée.

Projet de loi de Finances pour 2009. Adoption du budget de la mission Sécurité, d'un montant de 16,226 milliards d'euros, en hausse de 2,19 %, dont 8,612 milliards pour la police et 7,614 milliards pour la gendarmerie.

Lourde dette. Projet de rapport sur les engagements financiers de l'Etat, dont le rapporteur spécial est Dominique BAERT, député (PS) du Nord : « *l'élément majeur marquant la mission Engagements financiers de l'Etat est le dérapage de la charge de la dette de l'Etat en 2008, qui augmente d'au moins 4 milliards d'euros de plus que ne le prévoyait la loi de finances initiale* ». Si aucun moyen supplémentaire n'est accordé dans le collectif budgétaire de fin d'année, « *le cumul des reports de charges résultant des exercices 2006 à 2008 n'atteindra pas moins d'un milliard d'euros. C'est une inacceptable "dette latente" de l'Etat.* »

Transparence, interne. Le président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER, a indiqué qu'il ne diffuserait pas le rapport que lui a remis en juillet la Cour des comptes sur la gestion du Palais Bourbon. « *On ne publie pas les rapports d'audit interne* », a-t-il déclaré. M. ACCOYER a assuré qu'il allait tenir compte des préconisations de la Cour pour faire des économies.

Sénat

Adoption d'une proposition de loi sur la lutte anti-terroriste. Le texte UMP prévoit la prorogation des dispositions de la loi anti-terroriste de 2006, qui porte sur les contrôles d'identité dans les trains internationaux, la réquisition de données sur Internet et l'accès à des fichiers de police administrative. Ces dispositions de la loi du 23 janvier 2006 votée après les attentats de Londres doivent prendre fin au 31 décembre 2008. L'opposition PS, PCF et Verts a vivement critiqué cette prorogation de dispositions « *attentatoires aux libertés* ».

Protection des sources des journalistes. Adoption en 1^{ère} lecture avec de légères modifications. Seule la majorité UMP et les centristes a voté pour. La gauche PS, PCF et Verts a voté contre en déplorant des « *imprécisions* » encore « *trop nombreuses* ».

Finances publiques. A noter la publication du rapport de Philippe MARINI, rapporteur général du Budget : « *Le système fiscal français à l'épreuve de la crise* ». Ce rapport sera discuté avec le projet de loi de programmation des finances publiques, soumis au Parlement en application du nouvel article 34 de la Constitution. <http://www.senat.fr/rap/r08-075/r08-0751.pdf>

Découpage électoral : comment ça marche ailleurs ? Dans la perspective de la révision de la carte électorale, le service des études juridiques du Sénat vient de publier une étude de législation comparée sur l'adaptation des circonscriptions parlementaires à la démographie. Ce document porte sur sept pays : l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse. L'analyse comparative montre que les dispositions législatives sont dans l'ensemble plus contraignantes dans les autres pays qu'en France et les révisions plus fréquentes.

www.senat.fr/lc/lc190/lc190.html

Plus de lois votées, mais aussi plus de lois appliquées. Le Président de la commission des Lois, Jean-Jacques HUEST, note que « *Malgré un nombre croissant de lois votées, davantage de lois sont appliquées* ». 22 lois examinées au fond par sa commission ont été promulguées au cours de la session 2007-2008, dont 8 d'application directe, 2 devenues applicables au cours de la session, 8 partiellement applicables, et 4 n'ayant fait l'objet d'aucune mesure d'application. Au passage, M. HUEST, se félicite de la baisse du taux des lois non appliquées. De plus de 30% il y a deux ans, ce taux est aujourd'hui de 18,20%.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Contrôle de conformité sur les produits alimentaires et sécurité générale des produits. / Récidive criminelle. / Accord entre la France et l'Uruguay sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles. Cet accord de réciprocité, signé à Montevideo le 9 octobre 2007, a pour objectif de permettre aux personnes à charge, essentiellement les conjoints, des agents des missions diplomatiques ou consulaires d'exercer une activité professionnelle dans le pays d'accueil. Cette possibilité leur serait sinon fermée en raison de leur statut de résident dérogatoire au droit commun. / Accord relatif au siège du Bureau international des expositions.

Ordonnance sur les actions de préférences.

Communications. Le remplacement des enseignants. / Les technologies du numérique au service de la santé. / La politique d'achats de l'Etat. / La préservation de la biodiversité en France et la protection des espaces naturels.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Aggravation du déficit public confirmée par le gouvernement. Le ministre du Budget, Eric WOERTH, a annoncé que le déficit public de la France s'aggraverait en 2008 à 2,9% du PIB contre 2,7% initialement prévu et qu'il atteindrait 3,1% du PIB en 2009.

Chute des Bourses. Les marchés d'Asie ont replongé lourdement dans le sillage de Wall Street. Les Bourses européennes avaient également baissé après une forte hausse. Les marchés ne perdent pas de vue les difficultés économiques et réagissent aux incertitudes qui marquent la première économie mondiale.

Allemagne : le conseil des ministres a adopté une série de mesures destinées à soutenir l'économie, durement touchée par la crise, paquet hétéroclite qui va peser pour quelque 23 milliards d'euros.

Fin de la grève chez Boeing. Elle paralysait les installations du constructeur aéronautique depuis 57 jours et menaçait de retards de livraison supplémentaires pour le nouveau modèle Dreamliner.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Prise en charge des frais de scolarité plafonnée ? C'est du moins l'objet de l'amendement voté par la commission des Finances du Sénat, à l'unanimité. Le texte plafonne la prise en charge des frais de scolarité des enfants français à l'étranger en fonction du revenu, dans le cadre de l'examen des crédits de la mission Action extérieure de l'Etat du projet de loi de finances pour 2009. La commission évalue le coût de cette mesure à maturité, à « *plus de 700 millions d'euros annuels* ». L'amendement proposé par le rapporteur (UMP) Adrien GOUTEYRON « *répond à des considérations d'équité, compte tenu du contexte économique difficile que traverse notre pays* », dit la commission.

Rappelons que la mesure de prise en charge n'ayant pas été généralisée à toutes les classes, et en l'absence de tout bilan, le coût estimé par la commission n'est qu'une hypothèse de travail.

Les Français de l'étranger sur Europe 1. Les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 05h23 à 05h25, (GMT+1). [http://www.europe1.fr/Radio/chroniques/\(id\)/1331/\(nom\)/Coup-de-fil-de-l-etranger](http://www.europe1.fr/Radio/chroniques/(id)/1331/(nom)/Coup-de-fil-de-l-etranger)

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Manque à partir. Quelque 4.000 bourses Erasmus, destinées aux étudiants français partant pour un ou deux semestres dans une université européenne, n'ont pas été délivrées en 2008, faute de candidats, a indiqué la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie PECRESSE.

Le comble du bonheur à 70 ans. C'est l'âge auquel les Français se sentent le plus heureux, révèle l'Insee dans son « *portrait social* » annuel de la France. Selon l'étude, le sentiment de bien être décroît jusqu'à la quarantaine avant de « *connaître son apogée entre 65 et 70 ans* », puis décline après 70 ans. <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FPORSOC08>

Report de la grève à Air France. Les 8 syndicats qui appelaient à la grève pour cette semaine ont décidé de reporter le mouvement du 5 au 9 décembre.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Prix littéraires attribués. Le prix Médicis attribué à Jean-Marie BLAS de ROBLES pour « *Là où les tigres sont chez eux* ». Le prix Femina 2008 à Jean-Louis FOURNIER pour « *Où on va papa ?* ».

CARNET

Sports

Les Français à l'honneur. En tennis, Jo-Wilfried TSONGA remporte Bercy. Le Français a battu l'Argentin David NALBANDIAN. Il devient 7^{ème} joueur mondial et s'invite à ses premiers Masters à Shanghai. En rallye, Sébastien LOEB s'est assuré une 5^{ème} couronne de champion des rallyes, un record.

Nominations

Patrick NICOLOSO, ancien ambassadeur en Mauritanie, serait nommé ambassadeur au Soudan. L'ancien commissaire européen chargé du commerce **Pascal LAMY** briguera un second mandat à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Eric CHOMAUDON, ancien collaborateur de Christian PONCELET à la présidence du Sénat, devient chargé de mission au cabinet du Premier ministre, François FILLON.

Valérie JARRY DELTOMBES devient chargée de mission au pôle parlementaire du cabinet de Gérard LARCHER, président du Sénat.

Nicolas BODILIS-REGUER devient conseiller, chargé des relations avec le Parlement, au cabinet d'Alain JOYANDET, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie.

Albane de LA TOUR d'ARTAISE devient conseillère technique, attachée de presse, au cabinet de Bernard KOUCHNER, ministre des Affaires étrangères et européennes.

Elisabeth BETON-DELEGUE, chef de service pour exercer les fonctions de directrice des Amériques et des Caraïbes au ministère des affaires étrangères et européennes.

Jean-Didier BLANCHET, ancien directeur général d'Air France, se voit confier la direction du musée océanographique de Monaco.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr